
Investir dans la résilience des populations rurales dans les situations de fragilité: principaux changements survenus sur le plan institutionnel depuis FIDA12 et perspectives concernant FIDA14

Cote du document: EB 2026/148/R.11

Point de l'ordre du jour: 4

Date: 11 août 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le présent document.

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département des opérations de pays
courriel: d.brown@ifad.org

Bettina Prato

Conseillère supérieure aux questions stratégiques et techniques auprès du Vice-Président adjoint
Département des opérations de pays
courriel: b.prato@ifad.org

Yukta Kumar

Spécialiste principale, fragilité
Unité en charge de la fragilité, Département des opérations de pays
courriel: y.kumar@ifad.org

Pour plus d'informations sur le travail du FIDA en matière de fragilité, vous pouvez consulter la page <https://www.ifad.org/fr/w/publications/la-nouvelle-approche-du-fida-en-matiere-d-intervention-dans-les-contextes-fragiles>.

I. Introduction et justification du présent document de travail

1. **Thème déjà examiné à la cent trente-huitième session du Conseil d'administration, la fragilité demeure un phénomène d'envergure mondiale;** en parallèle, les conditions du financement pour le développement, pour l'action humanitaire et pour la consolidation de la paix ont profondément évolué. Dans le système des Nations Unies et dans les banques multilatérales de développement (BMD), cet état de fait suscite une réflexion sérieuse sur la manière d'accroître l'impact dans les situations de fragilité, notamment en mettant plus l'accent sur la prévention des crises, la résilience et l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.
2. Ces dernières années, le FIDA a **renforcé sa capacité à promouvoir la résilience¹ dans les situations de fragilité et les contextes de crise.** Il a commencé à mettre en œuvre son approche opérationnelle actualisée, a créé l'Unité en charge de la fragilité, a approfondi sa compréhension de la fragilité, a travaillé avec des partenaires, notamment les autres organismes ayant leur siège à Rome, a ancré son action de riposte aux crises dans des investissements à long terme et a tiré parti de la décentralisation pour favoriser une mobilisation efficace. La fragilité restant un thème central dans le cadre de la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA14), le moment est opportun pour réfléchir au chemin parcouru et aux moyens de renforcer encore les capacités du Fonds. Ainsi, l'objet du présent document est d'informer les représentants au Conseil d'administration du travail accompli depuis sa cent trente-huitième session et des principaux enseignements tirés des actions menées.

II. L'empreinte du FIDA dans les situations de fragilité

3. **La définition de la fragilité, telle qu'envisagée au FIDA, a été ajustée au mandat de l'institution.** Dans sa Stratégie d'engagement dans les pays présentant des situations de fragilité (2016)², le FIDA définit la fragilité comme « une situation de grande vulnérabilité aux chocs, naturels ou provoqués par l'homme, qui s'accompagne souvent d'un risque élevé de violence et de conflit. La faiblesse des structures de gouvernance et le manque de capacités des institutions constituent un commun dénominateur et une conséquence des situations de fragilité. En règle générale, les situations de fragilité créent un environnement peu favorable à une transformation inclusive et durable du monde rural; elles se caractérisent par des crises prolongées ou périodiques ayant des répercussions fréquentes sur l'agriculture paysanne et la sécurité alimentaire ». Cinq dimensions sont donc intéressantes dans ce contexte: économique, sociale, environnementale et climatique, politique/institutionnelle et sécuritaire. Pour chacune de ces dimensions, différents facteurs ou causes de risque et de vulnérabilité peuvent être recensés.
4. La définition n'a pas pour objet de faciliter le classement des pays. Pour suivre l'allocation des ressources de base aux pays en situation de fragilité et assurer la publication institutionnelle d'informations, le FIDA s'appuie sur les listes des pays en situation de fragilité, touchés par des conflits et des violences ou présentant une fragilité institutionnelle publiées annuellement par la Banque mondiale³.

¹ La définition de la résilience adoptée par le FIDA est celle de l'Organisation des Nations Unies. Pour plus d'informations sur la manière dont le FIDA applique ce concept dans ses opérations, vous pouvez consulter le document <https://www.ifad.org/documents/d/new-ifad.org/htdn-rdmt-pdf> (en anglais).

² EB 2016/119/R.4.

³ L'allocation des ressources de base aux pays figurant sur la liste de la Banque mondiale est une mesure contrôlable au titre de FIDA13, assortie d'une cible fixée à au moins 30% des ressources de base. Depuis juillet 2026, la Banque mondiale utilise une nouvelle méthode pour recenser les pays en situation de fragilité, touchés par des conflits et des violences ou présentant une fragilité institutionnelle.

5. **La fragilité, entendue selon la définition du FIDA, est largement répandue dans son portefeuille de prêts souverains.** Depuis deux ans, le FIDA investit dans une analyse de portefeuille assistée par l'intelligence artificielle pour comprendre dans le détail sous quels aspects elle se présente selon le contexte⁴. Ce travail a montré qu'**en mars 2026, la fragilité telle que définie par le FIDA était caractérisée dans 170 projets menés dans 85 pays durant la période 2025-2026.** En outre, ces projets étaient principalement menés dans des zones où la lutte contre les facteurs de fragilité relevait de l'avantage comparatif du Fonds et où l'impact de ces interventions sur la sécurité alimentaire et l'agriculture était fort. Cette situation est illustrée dans un aperçu du tableau de bord figurant en appendice, qui présente l'importance de différentes dimensions de la fragilité dans les contextes d'exécution des projets.
6. **La définition du FIDA s'avère surtout précieuse pour l'évaluation des risques et des vulnérabilités** dans les programmes de pays, et pour **établir des trajectoires de résilience.** Elle permet d'éclairer le ciblage, les investissements, les activités hors prêts et l'établissement de partenariats, aux fins d'une exécution efficace. Cette définition est assortie de **quatre points d'entrée** utiles aux interventions du FIDA contre les facteurs de fragilité et à la promotion de la résilience: soutien à la sécurité alimentaire et à la nutrition, renforcement des institutions locales, promotion d'une gestion durable des ressources naturelles et renforcement des rôles joués par les femmes dans la résilience des communautés.

III. Principaux changements survenus sur le plan institutionnel ces trois dernières années

7. Depuis les derniers travaux du Conseil d'administration sur ce thème en 2023, le FIDA a beaucoup investi dans le **développement d'outils et de capacités** dans ce domaine. Sur le plan opérationnel, le Fonds s'oriente vers une approche étayée par des données fiables et fondée sur les risques pour concevoir et exécuter les investissements, favorisant à la fois une mise en œuvre plus efficace et une plus grande résilience. À une échelle institutionnelle plus large, au titre du renforcement de son cadre de gestion des risques, le FIDA a intégré la fragilité parmi les facteurs à prendre en compte pour éclairer la décentralisation, la dotation en personnel des bureaux de pays, la supervision financière à l'échelle de l'institution, l'élaboration de produits financiers et l'établissement de partenariats.
8. L'un des grands points d'inflexion institutionnels est la création de l'**Unité en charge de la fragilité** dans le Département des opérations de pays, unité qui, en collaboration avec différentes équipes de l'institution, est chargée de mettre en œuvre la **version actualisée en 2024 de l'approche suivie par le FIDA pour intervenir dans les situations de fragilité (ci-après, «l'approche actualisée»)**, qui s'appuie sur quatre principes d'action et comprend des mesures concrètes dans quatre domaines.
9. Les **quatre principes d'action** sont les suivants:
 - traiter la **résilience** comme un objectif clé, par exemple en évaluant la mesure dans laquelle l'amélioration des revenus, de la productivité ou de la sécurité alimentaire aide les ménages à se rétablir après un choc;
 - contribuer à la **prévention** en combattant les facteurs de la fragilité, par exemple en promouvant la gestion participative et en facilitant le règlement des litiges portant sur les sources d'eau, les voies de transhumance ou les pâturages;

⁴ La première analyse rétrospective a pris en compte des données jusqu'au 31 mars 2026. Elle a couvert 170 projets, dont les rapports de conception sont disponibles sur le site Web du FIDA, les projets de type C étant exclus. La date d'approbation par le Conseil d'administration la plus ancienne était le 15 décembre 2010, la plus récente, le 29 décembre 2025.

- **ne pas nuire** (principe de non-préjudice), et intégrer à cette fin des approches tenant compte des risques de conflit, par exemple, en prenant en considération aux fins du ciblage les rapports de force et la dynamique de conflit et en prévoyant des mesures d'inclusion sociale et d'autonomisation, y compris dans les situations d'après-conflit;
 - **poursuivre les interventions** durant les crises ou lorsque le modèle usuel du Fonds devient inopérant, par exemple en ayant recours à des fonds supplémentaires, à des fonds pour le climat et l'environnement ou à l'exécution par des tiers.
10. L'accent mis sur la **résilience permet de faire le lien entre ces principes et les quatre points d'entrée**. Par exemple, le Projet de développement agricole durable lancé au Soudan du Sud en 2024 mise sur le développement maîtrisé par les communautés pour apporter des avantages en matière de revenus, de sécurité alimentaire et d'environnement (contribution à la résilience des moyens d'existence), les principes de prévention et de non-préjudice sous-tendant la promotion d'une gouvernance locale inclusive, l'autonomisation des femmes et des jeunes des communautés locales et l'intégration de mécanismes locaux de résolution des conflits. Dans la note de stratégie de pays concernant la République arabe syrienne pour la période 2025-2027, le FIDA prévoit de s'appuyer non seulement sur l'entrepreneuriat local mais aussi sur les envois de fonds et les investissements de la diaspora pour renforcer la résilience des moyens d'existence, remettre en état des infrastructures en vue d'assurer la réinsertion économique des rapatriés (principes de prévention et de non-préjudice) et, grâce à une planification locale des projets, aider au rétablissement du contrat social entre l'État et les communautés, ce qui à nouveau contribue à la prévention.
11. **L'approche actualisée prévoit des mesures concrètes** dans les domaines suivants: diagnostics, programmation, appui opérationnel et partenariats. Des progrès ont été accomplis dans ces quatre domaines, comme résumé ci-dessous:
- Pour ce qui est des **diagnostics**, les mesures concernent l'actualisation en 2025 des **modèles d'évaluation et des processus d'examen de la fragilité**, complétés des directives à l'intention des équipes de pays sur la prise en compte de la fragilité dans l'évaluation des risques et des mesures d'atténuation, dans les programmes d'options stratégiques pour le pays et dans les théories du changement des projets. Pour aider à améliorer les diagnostics et à mieux comprendre les problèmes d'exécution concrets, le FIDA a élaboré **le tableau de bord de données interactif évoqué ci-dessus, qui s'appuie sur l'intelligence artificielle**. Au niveau de l'institution, cela s'accompagne d'un suivi plus étroit de la fragilité en vue d'éclairer la prise de décisions relativement aux fonds alloués et à la surveillance financière.
 - En matière de **programmation**, les mesures concernent **l'intégration de considérations sur la fragilité dans les politiques, les plans d'action et les outils** relatifs au suivi-évaluation, à l'égalité femmes-hommes, à la nutrition, à la jeunesse, au développement à l'initiative des communautés et au financement de l'action climatique, dans les matrices intégrées des risques liés aux projets ainsi que dans les investissements du FIDA en faveur de l'action climatique. Une autre évolution majeure concerne les outils de programmation et de gestion adaptatives: des directives ont notamment été élaborées sur les programmes adaptatifs par phases et sur les **composantes de projet relevant de l'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe**. Ces composantes, alignées sur les plans nationaux et les plans du système des Nations Unies en matière de gestion des catastrophes et d'intervention en cas d'urgence, s'appuient sur un ensemble prédéfini

d'éléments déclencheurs, de crédits et de modalités d'exécution qui donnent les moyens de réorienter un projet donné vers la protection, la remise en état et la résilience des actifs. Douze projets approuvés par le Conseil d'administration entre 2023 et 2025 comprennent une composante de ce type. À l'avenir, capitalisant sur l'expérience de l'Initiative de riposte à la crise, le FIDA propose d'intégrer une composante de ce type à la plupart des projets.

- En ce qui concerne l'**appui opérationnel**, les mesures concernent une étude des difficultés, des enseignements tirés et des meilleures pratiques en matière de passation des marchés et de gestion financière dans les situations de fragilité, et la **promotion de l'application de directives simplifiées sur la passation des marchés dont la démarche, fondée les risques, doit favoriser la résilience des investissements**. En mai 2026, ces directives simplifiées étaient utilisées dans 17 projets menés dans 14 pays, dont 13 figurent dans la liste de la Banque mondiale. Cette évolution permet non seulement de résoudre des goulets d'étranglement spécifiques, mais elle **s'inscrit aussi dans une démarche de transition de l'institution vers une agilité opérationnelle fondée sur les risques**, où des systèmes fiduciaires adaptatifs portés par la décentralisation contribuent à la résilience du portefeuille en permettant une exécution continue et une riposte rapide. D'autres avancées sont attendues en 2026 grâce à des directives institutionnelles actualisées en matière de gestion financière et de passation des marchés.
- L'appui opérationnel comprend aussi le **développement des capacités du personnel**. Dans ce domaine, le FIDA a lancé en mars 2025, dans le cadre de son Académie des opérations, un cours en ligne sur la fragilité, auquel s'ajoutent des ateliers opérationnels et un appui aux équipes de pays sur l'utilisation des évaluations de la fragilité, sur la prise en compte de la fragilité dans la planification de la résilience, sur le recours aux composantes d'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe, et sur les procédures à suivre en cas de choc.
- En ce qui concerne les **partenariats**, la grande évolution concerne le **renforcement de la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome sur une base de complémentarité**. Dans le cadre du Plan d'action pour les travaux conjoints dans les situations fragiles (2024-2027) lancé par le FIDA et le Programme alimentaire mondial (PAM), les deux institutions coopèrent pour tirer parti de leurs avantages respectifs en Éthiopie, à Haïti, dans les îles du Pacifique, au Mozambique, au Pakistan, au Sahel, au Soudan, au Soudan du Sud, au Yémen et en Zambie. Cette collaboration s'est matérialisée par des évaluations conjointes de la fragilité, l'intégration de petits exploitants dans les programmes d'assistance alimentaire, des investissements dans la résilience climatique et des mesures logistiques. Citons par exemple les évaluations de la fragilité conduites conjointement pour éclairer l'élaboration de leurs programmes de résilience respectifs au Mozambique et au Soudan du Sud, l'établissement de liens entre des petits exploitants appuyés par des programmes financés par le FIDA et des programmes d'alimentation scolaire soutenus par le PAM en Haïti et au Mozambique, l'appui apporté conjointement aux politiques et aux programmes nutritionnels au Pakistan, ainsi que l'action conjointe de logistique en Haïti. Dans plusieurs de ces initiatives, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) joue aussi un rôle important en tant que partenaire fournissant un appui technique aux agriculteurs et aux gouvernements à des fins d'amélioration de la productivité agricole. Cette approche consistant à tirer parti des forces complémentaires est à la base du **modèle de collaboration entre les organismes ayant**

leur siège à Rome pour les interventions dans les situations de fragilité, lancé en 2026.

- **Des partenariats ont également été noués pour améliorer le montage financier** que le FIDA peut proposer aux États en situation de fragilité ou pour permettre la poursuite des interventions pendant une période de suspension du portefeuille, en complément de mesures relatives aux conditions de prêt et à la gestion du portefeuille. Par exemple, le FIDA a conclu un partenariat **avec les fonds pour le climat et l'environnement** dans des situations d'après-conflit ou lors du règlement d'arriérés (comme au Liban ou en Somalie). À ce jour, dans le portefeuille du FIDA, sur un total de 1,25 milliard d'USD issus de fonds pour le climat et l'environnement⁵, environ 480 millions d'USD sont investis dans des situations de fragilité, ce qui correspond à 36 projets menés dans 25 pays, sans prendre en compte les initiatives de portée mondiale ou régionale. Un autre partenaire majeur dans la diversification de l'offre financière du FIDA dans ces contextes est le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), dont les ressources sont mobilisées dans plus de 10 pays figurant dans la liste de la Banque mondiale depuis 2023.
- En outre, **le FIDA a conclu des partenariats avec d'autres BMD, notamment dans le cadre de cofinancements**, l'objectif étant d'une part d'atteindre le volume d'investissement nécessaire et d'autre part de tirer parti de l'expertise de ces institutions en matière d'infrastructures et dans le secteur privé et ainsi de favoriser la résilience des marchés et des systèmes alimentaires dans des situations de fragilité. Par exemple, au Nigéria, le Programme de mise en place des zones spéciales de transformation agro-industrielle associe le savoir-faire en matière d'infrastructures et d'investissements productifs de la Banque africaine de développement à l'expertise du FIDA dans la connexion des petits exploitants aux marchés. Dans le cadre de l'initiative AgriConnect, le FIDA collabore avec la Banque mondiale et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures à la Phase 2 du Projet de commercialisation et de diversification agricoles en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui vise à renforcer les infrastructures et les services locaux pour permettre aux petits exploitants de bénéficier d'investissements provenant de partenaires en faveur des infrastructures, des technologies de production et des marchés. Dans les collaborations de ce type, **le FIDA apporte une valeur ajoutée spécifique en garantissant aux investissements des partenaires des résultats en matière de résilience dès le premier kilomètre**. Ce constat se vérifie même lorsque le partenariat ne porte pas sur un cofinancement. Par exemple, dans son nouveau programme de pays pour l'Ukraine, le FIDA compte soutenir les moyens d'existence ruraux, les filières, l'inclusion sociale et les capacités institutionnelles locales à travers des activités planifiées sur la base de vastes consultations tenues avec d'autres financeurs pour ajouter de la valeur à leur action.
- **Enfin, les partenariats avec des institutions locales**, dont des organisations paysannes, des institutions communautaires et des organisations non gouvernementales, **se sont révélés essentiels en situation de fragilité**. Telle est bien la conclusion de l'évaluation au niveau de l'institution de la performance institutionnelle et opérationnelle lors de FIDA11 et FIDA12, qui constate que l'autonomisation des institutions locales contribue à la résilience du portefeuille. Les partenariats de cette nature se sont avérés cruciaux en période d'instabilité politique ou lorsque des tiers locaux étaient impliqués dans l'exécution. Ils ont également joué un rôle décisif dans l'Initiative de riposte à la crise, notamment dans le ciblage et la

⁵ Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour l'adaptation et Fonds vert pour le climat.

mise en œuvre sur le premier kilomètre, et pour renforcer la résilience sociale et institutionnelle après des chocs de grande ampleur.

12. Pour la période restante de FIDA13, le Fonds entend continuer à exécuter les travaux prévus dans l'approche actualisée, en :
 - promouvant l'usage d'outils numériques pour gagner en agilité et en efficacité dans la conception, l'appui à l'exécution et la communication des données dans les contextes de crise et les situations de fragilité;
 - continuant à renforcer les capacités du personnel et des unités de gestion de projet;
 - intégrant des considérations sur la fragilité dans les nouvelles directives institutionnelles sur le ciblage;
 - réalisant un exercice détaillé de calcul des coûts des opérations dans des situations de fragilité;
 - continuant à s'appuyer sur l'Unité en charge de la fragilité pour assurer l'apprentissage de pratiques efficaces et établir un lien entre ce travail et le programme plus global du FIDA sur les données attestant l'impact.
13. Par ailleurs, le FIDA continuera à suivre la solvabilité des pays représentés dans le portefeuille de prêts souverains, à évaluer les principaux risques liés à la fragilité susceptibles d'affecter le remboursement des dettes et à intégrer des situations de fragilité dans l'exécution de sa Stratégie d'investissement concernant les opérations non souveraines.

IV. Principaux enseignements à retenir pour FIDA14

14. Les enseignements que le FIDA a tirés de son expérience récente sont les suivants:
15. **Premièrement, les opérations en situation de fragilité doivent reposer sur des attentes réalistes.** En juin 2026, le projet de Rapport annuel 2026 sur l'évaluation indépendante au FIDA note une baisse de performance ces dix dernières années en matière de durabilité et d'efficacité dans les projets menés dans des situations de fragilité, aussi mentionnée dans le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement. L'évaluation note aussi que la performance en matière d'efficacité a atteint un pic pendant la période 2022-2024, ce qui coïncide avec le déploiement de nouveaux outils spécifiques aux situations de fragilité. À l'avenir, le FIDA peut s'attendre à voir les avantages apportés par ces outils gagner en ampleur à mesure que leur utilisation se généralisera et que la décentralisation se stabilisera. Par exemple, ces dernières années, l'Unité en charge de la fragilité a constaté que des évaluations de la fragilité et des analyses des facteurs de la résilience étaient de plus en plus souvent utilisées dans la préparation des projets et l'élaboration des stratégies de pays. Toutefois, comme noté dans l'examen à mi-parcours de FIDA13, les résultats des diagnostics de la fragilité pourraient être utilisés plus efficacement pour éclairer les décisions prises tout au long du cycle de projet. Les équipes régionales souscrivent à l'idée qu'il est nécessaire de continuer à développer les capacités du personnel et des partenaires en matière de diagnostics, de programmation et de gestion adaptatives, de gestion financière et de passation des marchés, ainsi que d'améliorer la qualité des données et les capacités de suivi-évaluation.
16. **Deuxièmement, intervenir dans des situations de fragilité nécessite des moyens efficaces de gérer le surcoût de mise en œuvre.** Dans l'approche actualisée, cette constatation est étayée par des données issues d'analyses réalisées il y a quelques années, sachant que la question a également été soulevée en 2025 dans un audit consultatif interne sur la capacité du FIDA à superviser des projets en situation de fragilité, audit dont il est ressorti que ces projets, surtout lorsque des facteurs de sécurité étaient en jeu, nécessitaient des dispositions

budgétaires spécifiques. L'évaluation au niveau de l'institution fait également état des coûts cachés liés à ces situations. Ces coûts sont associés à tous les aspects de l'exécution opérationnelle, notamment l'appui à l'exécution et les activités fiduciaires. Pour y faire face, il est possible d'utiliser des technologies permettant la collecte et le suivi de données de haute qualité, telles que la supervision à distance, les outils de géomatique, la collecte et l'analyse numériques des données ou encore l'intelligence artificielle.

17. **Troisièmement, pour des raisons de capacité d'absorption et de conjoncture,** intervenir dans des situations de fragilité **nécessite de prévoir des dispositions spécifiques de gestion des risques,** dans le portefeuille souverain comme dans le portefeuille non souverain. Même si, à ce jour, le FIDA n'est que peu exposé à des risques liés à des opérations non souveraines dans des situations de fragilité (dans un portefeuille qui, si on exclut les opérations du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, compte actuellement 16 interventions, 4 concernant des pays figurant sur la liste de la Banque mondiale), les possibilités d'investissement dans ces contextes sont souvent limitées et l'environnement réglementaire, peu favorable. Dans ces cas-là, il est donc nécessaire de prendre des dispositions spécifiques en matière d'émission des instruments financiers et de réduction du risque (comme déjà prévu lors de FIDA13), par des moyens financiers ou par d'autres voies, notamment en assurant une forte complémentarité avec le portefeuille souverain. En ce qui concerne les opérations souveraines, l'expérience montre qu'il est important d'assurer un équilibre entre, d'une part, les engagements d'allocation de ressources, et, d'autre part, la capacité d'absorption et la capacité en matière de service des prêts et de continuité des paiements. Plus précisément, les pays en situation de fragilité peuvent rencontrer des difficultés pour respecter leurs engagements de remboursement de prêts, ce qui les expose à la suspension et à l'annulation des ressources inutilisées, potentiellement réaffectées. Face à ces risques, l'institution joue un rôle décisif par les directives qu'elle fournit, par son action de supervision et par son appui à l'exécution.
18. **Quatrièmement, les partenariats nécessitent une planification et une gestion actives à l'appui de l'exécution.** Par exemple, depuis quelques années, le FIDA collabore avec ses partenaires pour mieux harmoniser d'une part les différents mécanismes de communication de l'information à l'échelle des organismes ayant leur siège à Rome, et d'autre part les divers dispositifs de financement et fiduciaires à l'échelle des BMD. S'agissant des organismes ayant leur siège à Rome, le nouveau modèle de collaboration représente une occasion majeure de continuer à travailler à des mesures pratiques pour faciliter la collaboration, tandis que les nouvelles directives sur les opérations de type C confèrent plus d'agilité dans les collaborations avec les BMD. Il est important de noter que le FIDA doit continuer à investir dans l'apprentissage auprès d'autres institutions concernant les approches efficaces de partenariat dans les situations de fragilité. À cet égard, le FIDA joue un rôle actif au sein de la communauté de pratique des BMD sur la fragilité, partageant son expérience en matière de diagnostics, de financement de l'action climatique, de gestion financière et de passation des marchés, et en promouvant une harmonisation des approches lorsqu'elle est pertinente. Autre initiative précieuse, la participation au dialogue entre le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques et le système des Nations Unies sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix vise à renforcer l'apprentissage portant sur la collaboration avec les partenaires œuvrant à l'action humanitaire et à la consolidation de la paix.

19. **Cinquièmement, l'expérience montre qu'il est important d'adopter une approche institutionnelle cohérente.** Par exemple, les efforts déployés récemment pour prendre en compte la fragilité dans l'appui opérationnel et l'élaboration des programmes vont de pair avec l'intégration de ce thème dans **la planification et la gestion du budget du FIDA et dans le processus de décentralisation.** Dans le cadre de la décentralisation 2.0, la fragilité est considérée comme l'un des principaux facteurs de complexité associée au lieu d'intervention lors de l'évaluation des besoins en personnel des bureaux de pays à partir d'indicateurs. De fait, toutes choses égales par ailleurs, les pays figurant dans la liste de la Banque mondiale se sont avérés plus susceptibles d'être mieux dotés en personnel ou en fonctionnaires de grade supérieur que d'autres pays présentant des indicateurs comparables. Par ailleurs, les données sur la fragilité ont permis d'éclairer des décisions concernant l'ouverture et l'emplacement de bureaux de pays, l'accent ayant été mis sur l'équilibre entre proximité et nécessité de prendre des dispositions relativement à la sécurité et au devoir de protection. La fragilité est l'un des facteurs permettant aux équipes qui opèrent dans les contextes concernés d'accéder à plus de ressources, par exemple pour des activités de conception, de démarrage et de supervision, sous réserve d'une justification suffisamment étoffée. À l'avenir, il restera important d'améliorer encore la cohérence dans ces domaines pour appuyer l'exécution et de continuer à développer les capacités de gestion des risques, dans les opérations souveraines et non souveraines.
20. **Sixièmement, l'expérience récente du FIDA montre qu'il est important d'intégrer dans son portefeuille des considérations de préparation et de riposte à la crise.** L'Initiative de riposte à la crise est à l'origine d'une myriade de résultats et de retours d'expérience qui sont de plus en plus utilisés pour éclairer des investissements dans d'autres contextes, notamment grâce au recours à la composante d'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe. Par exemple, cette initiative a mis l'accent sur des domaines opérationnels spécifiques qui se sont révélés importants pour des communautés rurales confrontées à des crises de diverses natures (accès aux intrants, infrastructures, financement et marchés). Elle a également montré comment l'utilisation de canaux de mise en œuvre non classiques pouvait s'avérer efficace lorsque la présence liée au portefeuille souverain était limitée, par exemple en Afghanistan, au Niger, en Somalie et au Yémen, et a permis plus de souplesse et d'adaptabilité dans l'élaboration de programmes répondant à différents chocs. À l'avenir, le FIDA pourra s'appuyer sur cette expérience pour renforcer la résilience de son portefeuille dans le cadre de FIDA14⁶.

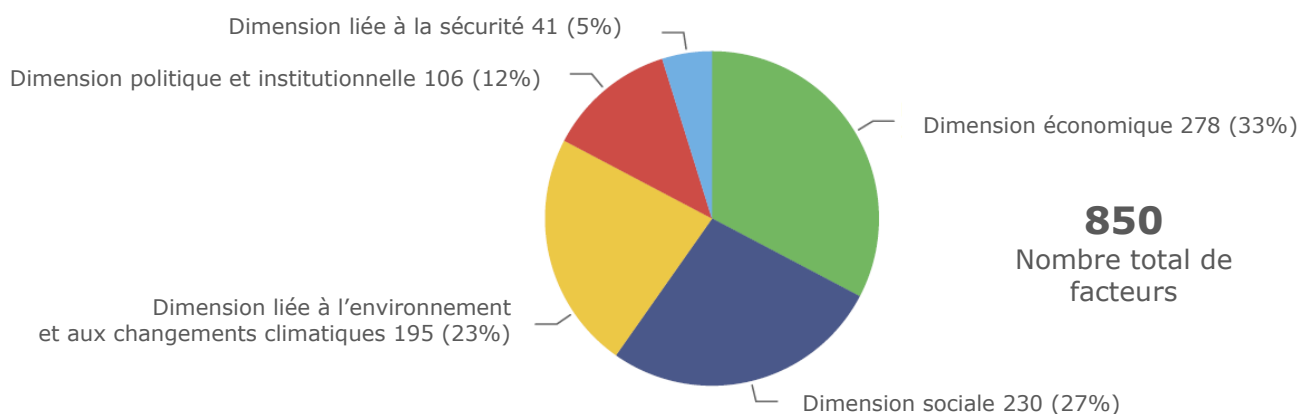
⁶ Les résultats de l'Initiative de riposte à la crise, qui sont présentés dans un rapport spécifique (voir à l'annexe VI), peuvent être résumés ainsi: environ 3,5 millions de personnes ont été atteintes et, selon des évaluations rapides d'un échantillon de projets, 59% des ménages ciblés ont vu leurs revenus se maintenir ou augmenter, 54% produisent autant ou plus, 59% ont connu un maintien ou une amélioration de leur sécurité alimentaire et 61% ont conservé ou accru leur volume de vente sur les marchés.

V. Questions à débattre

21. Ce qui précède illustre la manière dont le FIDA s'adapte pour prendre en compte la fragilité, qui devient une caractéristique prégnante de son environnement opérationnel. Ainsi informés, les représentants au Conseil d'administration sont invités à réfléchir aux questions suivantes:
- Parmi les évolutions de l'institution décrites dans le présent document, lesquelles sont les plus stratégiques pour renforcer la capacité d'exécution du FIDA en situation de fragilité et les contextes de crise?
 - Sur quels points le Fonds devrait-il envisager d'évoluer après FIDA14 pour améliorer sa contribution à la résilience alors que les crises s'enchaînent au niveau mondial?
 - Alors que le FIDA cherche à étoffer ses opérations non souveraines dans les situations de fragilité, quels sont les grands enseignements tirés de l'expérience des représentants au Conseil d'administration en matière d'appui aux investissements du secteur privé dans ce type de contexte?

Analyse rétrospective des interventions dans des situations de fragilité dans le portefeuille du FIDA: méthodologie et autres éclairages

1. Pour approfondir sa connaissance et sa compréhension des situations de fragilité, le Fonds a mené une analyse rétrospective de son portefeuille d'investissements sur la période commençant en 2025 en vue de produire un tableau de bord de données interactif. Ce tableau de bord, qui présente les différents aspects de la fragilité dans le portefeuille de projets du FIDA, montre ce qui suit:
 - La fragilité se manifeste à des degrés divers et sous différentes formes en fonction du contexte des opérations. Plus précisément, l'analyse rétrospective montre que la fragilité est présente, à un degré ou un autre, dans les 170 projets composant l'échantillon, qui couvrent 85 des pays où le FIDA intervient.
 - Les valeurs moyennes des indicateurs relatifs aux situations de fragilité diffèrent selon la composante de fragilité considérée, la valeur la plus élevée étant observée dans le domaine de la vulnérabilité face aux chocs (80,5) et la plus faible, en matière de risque de violence et de conflit (42,6). La moyenne générale reste toutefois stable, sachant que la gravité des effets sur la sécurité alimentaire est jugée élevée (79,93), de même que sur la petite agriculture (74,8), comme présenté dans l'appendice.
2. Après avoir déterminé les cinq principaux facteurs de fragilité pour chaque projet et classé chacun de ces facteurs selon des dimensions préétablies de la fragilité adaptées de la méthodologie des « États de fragilité » de l'Organisation de coopération et de développement économiques, on constate que la plupart de ces facteurs sont plus étroitement corrélés aux dimensions économiques et sociales. Relativement peu de facteurs sont plus étroitement associés à la dimension « sécurité ».



3. Au total, l'analyse rétrospective a porté sur 170 projets d'investissement actifs du FIDA, les initiatives financées par des dons ayant été exclues, ainsi que les projets de type C, conduits par des organisations partenaires. Ces projets, sélectionnés dans le portefeuille actif du FIDA au 31 mars 2026, comprennent des interventions conçues depuis 2010 et couvrant 85 pays où le FIDA intervient. Les 170 rapports de conception de projet (RCP), accessibles au public sur le site Web du FIDA, ont fait l'objet d'un prétraitement destiné à en extraire les principales informations, notamment: le résumé; l'analyse du contexte; la théorie du changement; les composantes du projet; le cadre logique; la note d'examen des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique; la matrice intégrée des

risques de projet; et le plan de gestion environnementale, sociale et climatique. Ce contenu s'est avéré particulièrement hétérogène, les projets ayant été conçus à des moments différents, dans divers contextes et par différentes équipes de conception technique. Par ailleurs, ces rapports sont élaborés par le FIDA en collaboration avec des organisations partenaires et des entités gouvernementales spécifiques, selon un format normalisé, dans l'idée d'une diffusion publique des informations sur les projets, même si les données pertinentes ne sont pas toujours accessibles publiquement ni intégralement divulguées.

4. Fondées sur le contenu extrait des RCP, les données essentielles de chaque projet ont été traitées au moyen d'une combinaison de modèles d'intelligence artificielle, en utilisant un jeu d'instructions, ou *prompts*, élaboré *ad hoc* pour évaluer l'importance de quatre composantes clés de la fragilité telle que définie au FIDA:
 - vulnérabilité face aux chocs;
 - risque de violence et de conflit;
 - faiblesse de la gouvernance;
 - environnement peu favorable.
5. Un système de notation sur une échelle de 0 à 100 a été utilisé pour quantifier, de manière relative:
 - le degré d'exposition à chaque composante de fragilité;
 - la gravité des effets sur la petite agriculture et sur la sécurité alimentaire.
6. À des fins d'équilibre et de fiabilité de l'évaluation, une note composite relative aux situations de fragilité a été calculée, en faisant simplement la moyenne des notes générées par deux modèles d'intelligence artificielle différents. Pour gagner en transparence et faciliter l'examen, la justification des notes des deux modèles a été produite et présentée séparément, ce qui a permis de disposer de références aux RCP initiaux lors de l'examen de chaque évaluation. Des modèles d'intelligence artificielle ont ainsi été employés pour calculer la note composite relative aux situations de fragilité, et d'autres modèles relevant de cette technologie ont aussi permis de déterminer les facteurs critiques de fragilité.
7. Dans le cadre de l'analyse, les RCP ont été traités grâce à deux grands modèles linguistiques d'intelligence artificielle, sélectionnés parmi des produits de premier plan du secteur soumis à des tests pour vérifier leur adéquation à l'objectif visé dans le contexte du FIDA. Lorsque les RCP n'étaient pas disponibles en anglais, des services de traduction spécialisés fondés sur l'intelligence artificielle ont été utilisés pour les traduire du français ou de l'espagnol vers l'anglais. Pour valider l'adéquation et améliorer les performances des modèles et des services d'intelligence artificielle employés, des mesures spécifiques ont été prises afin de recouper les données, de détecter les éventuels biais et d'optimiser les configurations.
8. L'ensemble du processus a fait l'objet d'un examen par les pairs rigoureux visant à garantir la solidité de la méthodologie, le respect de l'approche actualisée du FIDA en matière de fragilité et l'exactitude des données.

Les évaluations de la fragilité comme instruments de conception et de gestion fondés sur les risques dans les opérations du FIDA

1. L'évaluation de la fragilité est l'un des outils dont disposent les équipes opérationnelles pour, sur la base des risques encourus, concevoir les programmes de pays et les investissements et appuyer leur exécution. Une évaluation de la fragilité donne lieu à l'élaboration d'un tableau de synthèse de la fragilité, qui aide les équipes à recenser des facteurs spécifiques dans cinq dimensions en documentant leur effet sur les communautés rurales et en les traduisant en risques concrets pour les programmes de pays ou les projets. Un tableau de la résilience est aussi produit; il permet aux équipes de déterminer les forces et les capacités d'adaptation existantes sur lesquelles le FIDA peut s'appuyer, à partir de données factuelles issues de consultations auprès des communautés, de la supervision des projets, de processus d'examen de pays, d'enseignements tirés de rapports à l'achèvement, du suivi-évaluation et des partenaires. L'ensemble formé par les évaluations de la fragilité et les autres outils de gestion des risques associés aux stratégies de pays et aux projets guide les équipes opérationnelles dans leur travail, gage d'une conception et d'un appui à l'exécution éclairés par les risques et par les possibilités de renforcement de la résilience propres au contexte.

Exemple 1. Note de stratégie de pays concernant la République arabe syrienne

2. L'équipe de pays affectée en République arabe syrienne s'est appuyée sur une note d'évaluation de la fragilité pour élaborer la note de stratégie de pays 2025-2027 et la matrice intégrée des risques pays. L'évaluation avait permis de recenser des facteurs clés de fragilité, comme le conflit, la faiblesse des institutions, l'instabilité économique, le stress climatique et le déplacement, qui engendraient des risques opérationnels majeurs. Par exemple, l'incidence attestée du conflit sur les infrastructures se traduisait par le fait que réparer des infrastructures endommagées par le conflit, comme un pont dans la ville de Hama, pouvait contribuer à réduire les coûts de transport pour les agriculteurs. Chaque facteur de fragilité a été associé à des risques et des stratégies d'atténuation spécifiques; il était par exemple possible de s'appuyer sur des partenaires locaux pour appréhender l'évolution des conditions de sécurité, de simplifier les structures de projet pour pallier un manque de capacités institutionnelles, d'adapter les plans financiers à l'instabilité économique et de cibler les groupes vulnérables pour promouvoir l'inclusion sociale. L'évaluation a également permis de fixer les objectifs stratégiques de la note de stratégie de pays, en privilégiant la résilience, les approches de développement à l'initiative des communautés et l'adaptation climatique, ainsi que de classer le pays comme présentant un contexte de relèvement postconflit.

Exemple 2. Projet de développement agricole durable au Soudan du Sud

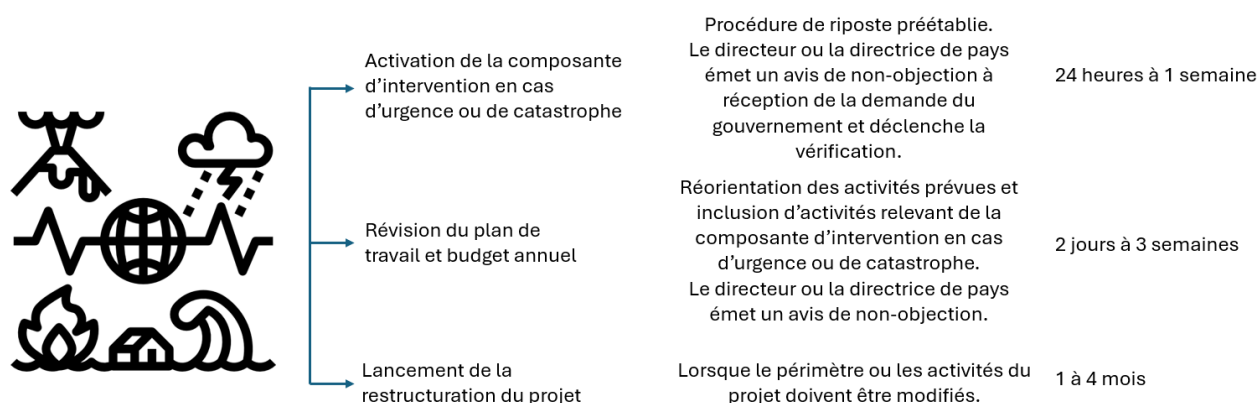
3. Le Projet de développement agricole durable au Soudan du Sud, qui a été approuvé en 2024 et doit s'achever en 2031, illustre comment des évaluations de la fragilité peuvent éclairer la conception des projets. L'équipe de projet a déterminé des vulnérabilités environnementales, sociales et sécuritaires, telles que la hausse des prix alimentaires, les chocs climatiques, le déplacement, le vol de bétail et la faiblesse de la gouvernance, et a établi leur lien avec des effets négatifs sur l'agriculture et avec une augmentation des inégalités entre les femmes et les hommes. Ensuite, ces risques ont été classés dans différentes catégories (politiques/gouvernance, macroéconomie, sécurité, environnement et capacités institutionnelles), en prenant en compte des questions telles que les limitations en matière de supervision, le besoin d'un appui par des tiers, la corruption et les

risques liés à la passation des marchés. Cette analyse a permis d'éclairer l'élaboration de la théorie du changement et des mesures d'atténuation, notamment pour pallier une faiblesse des systèmes, travailler avec des tiers et s'appuyer sur des modalités de projet existantes. Sur le plan opérationnel, les mesures suivantes ont été prises: des missions de supervision brèves mais fréquentes, des outils de passation des marchés spécialisés, garants de qualité et de contrôle, ainsi qu'un système simplifié de suivi-évaluation, avec un recours à des tiers lorsque nécessaire.

Pour des opérations agiles de riposte à la crise: la composante d'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe

1. Le FIDA dispose d'une palette d'outils d'intervention d'urgence permettant de doter les projets de la souplesse nécessaire pour réagir rapidement aux situations d'urgence tout en préservant les acquis de développement à long terme en cas de crise dans les zones rurales. Parmi ces outils, la composante d'intervention en cas d'urgence ou de catastrophe est entrée en vigueur en 2025 pour appuyer des projets fournissant un soutien immédiat et ciblé aux populations touchées; elle respecte pleinement le mandat du FIDA ainsi que la logique et les modalités des projets existants concernés.
2. Lorsqu'une composante de ce type est activée, c'est-à-dire déclenchée par des événements prédéfinis et convenus, les plans de travail et budgets annuels du projet doivent être révisés pour y faire figurer les activités relevant de cette composante, si elles ne sont pas déjà prises en compte. Si les conséquences d'un choc ou d'une crise nécessitent d'apporter des modifications substantielles à la conception du projet, dépassant le cadre de cette seule composante, c'est la Politique du FIDA relative à la restructuration des projets qui s'applique alors et permet d'effectuer les modifications nécessaires dans des délais contraints.

Mesures de riposte aux chocs



Exemples d'investissements dans des situations de fragilité en collaboration avec le secteur privé

Babban Gona, Nigéria

1. Au Nigéria, la violence, les troubles sociaux, la stagnation économique et les effets des changements climatiques sont à l'origine du déplacement de millions de personnes à l'intérieur du pays. C'est la raison pour laquelle, en 2021, le FIDA a réalisé son tout premier investissement en faveur de Babban Gona, entreprise du secteur privé qui s'attelle aux causes profondes de la violence dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le prêt de 5 millions d'USD concédé par le Fonds a permis à cette entreprise sociale centrée sur les agriculteurs d'accéder à beaucoup des outils dont elle avait besoin pour aider les personnes vulnérables à gagner en résilience.
2. En 2025, Babban Gona avait atteint 384 003 petits exploitants agricoles depuis le début du projet, qui bénéficiaient ainsi d'un accès aux ressources et aux services nécessaires pour accroître leur productivité; parmi eux, 17 162 agriculteurs étaient impliqués dans le Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane (CASP)⁷, qui a été approuvé en 2013 et s'est achevé en 2021. De plus, 100% des petits exploitants agricoles participants faisaient état d'une augmentation des rendements et d'un accroissement de leurs revenus. En ce qui concerne l'emploi, fin 2025, Babban Gona avait été à l'origine de la création de 739 000 emplois, dont 302 673 occupés par des femmes et 548 225, par des jeunes. Ces résultats illustrent le rôle joué en continu par Babban Gona dans la promotion d'une croissance inclusive et l'élargissement des possibilités économiques dans les zones rurales.

Futuro Mcb, Mozambique

3. Futuro Mcb est une institution de microfinance à vocation sociale sise au Mozambique qui propose des services financiers et des prêts aux populations rurales mal desservies, en particulier aux femmes chefs d'entreprise.
4. En 2021, à travers le Fonds fiduciaire pour le secteur privé, le FIDA a accordé à Futuro Mcb un prêt de 2 millions d'USD pour la soutenir dans son travail de stabilisation de l'accès au financement pour les petits exploitants et les microentreprises et petites et moyennes entreprises rurales tout en l'aidant à développer son portefeuille de microfinance rurale grâce à des prêts individuels et collectifs. Le prêt du FIDA prend la forme d'un financement anticyclique fourni en période de crise, destiné à favoriser le développement du portefeuille de prêts de microfinance de Futuro Mcb à l'appui d'activités économiques de petits exploitants agricoles et de microentreprises dans les zones rurales de la province de Nampula, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience.
5. En 2025, le montant décaissé par Futuro Mcb en soutien à l'agriculture a atteint 1,03 million d'USD, alloués à 1 577 clients selon une répartition équilibrée entre les femmes et les hommes; la proportion de femmes était de 54%, celle de jeunes, de 36%.

⁷ [EB 2013/110/R.18](#)

Exemples de collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome dans des situations de fragilité

1. À travers son partenariat avec les autres organismes basés à Rome, le FIDA œuvre depuis quelques années à créer les synergies les plus fructueuses pour produire avec efficacité des résultats dans plusieurs environnements caractérisés par leur fragilité et leur volatilité, souvent dans des contextes où l'aide publique au développement se réduit, qu'elle vise l'action humanitaire ou des investissements dans le développement.
2. À titre d'exemple, une intervention entreprise dans le cadre du **plan d'action conjoint du FIDA et du PAM concernant les situations de fragilité est le Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud**, qui a été approuvé en 2021 et doit s'achever en 2028; il illustre la manière dont le PAM et le FIDA travaillent ensemble à l'interface entre l'aide humanitaire et le développement à long terme. En Équatoria-Occidentale, une évaluation conjointe des filières a permis au PAM d'acquiescer 650 tonnes de maïs auprès de petits exploitants agricoles et a mis en relation 2 250 agriculteurs du Programme pour la résilience des moyens d'existence au Soudan du Sud (dont une moitié de femmes) avec les programmes d'assistance alimentaire des villes de Yambio et Nzara. En associant des achats effectués localement à un renforcement des filières, ce partenariat consolide la résilience et crée des possibilités économiques porteuses d'une plus grande efficacité et fondées sur les marchés, à destination de communautés rurales vivant dans l'un des environnements les plus fragiles au monde.
3. En Haïti, le **Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par l'agriculture durable, le développement de l'économie locale et des régimes alimentaires sains (EFOSE)**, qui a été approuvé en 2024 et doit s'achever en 2032, est voué à devenir la principale plateforme programmatique dans la région sud-est du pays; il a produit des résultats majeurs, notamment l'établissement de liens commerciaux entre des organisations paysannes appuyées par le FIDA et le Programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale du PAM. Le projet devrait également faire office de guichet de financement en faveur de la résilience climatique, comme proposé dans le cadre de la neuvième reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial, la FAO apportant quant à elle des contributions techniques en matière d'agroécologie, de gestion durable des terres et de l'eau et de transformation des systèmes alimentaires. Ainsi, le projet EFOSE est susceptible de devenir un exemple emblématique de collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome autour d'un projet structurant financé par le FIDA.
4. Parallèlement, le **Projet d'économie bleue inclusive**, approuvé en 2021 et prévu pour un achèvement en 2028, se concentre sur le nord-est du pays et met l'accent sur des résultats en matière de politiques, notamment, sous réserve d'approbation, l'élaboration de la Politique nationale sur l'économie bleue en Haïti, avec l'appui technique de la FAO.
5. En complément de ces actions en matière de programmes et de politiques, l'accord passé avec le PAM pour une logistique conjointe garantira la continuité des opérations en permettant au FIDA d'accéder directement aux services de transport aérien du PAM.
6. L'**Initiative de riposte à la crise au Niger** est un autre exemple de la manière dont le FIDA a tiré parti de la capacité opérationnelle et de la présence d'autres acteurs – en l'occurrence, la FAO – dans une situation de fragilité exposée en outre à l'impact d'une crise mondiale. Après le coup d'État de 2023, le pays ne pouvait plus continuer à bénéficier d'interventions reposant sur un mécanisme de prêt du FIDA, et la conception du projet structurant de l'Initiative de riposte à la crise a été

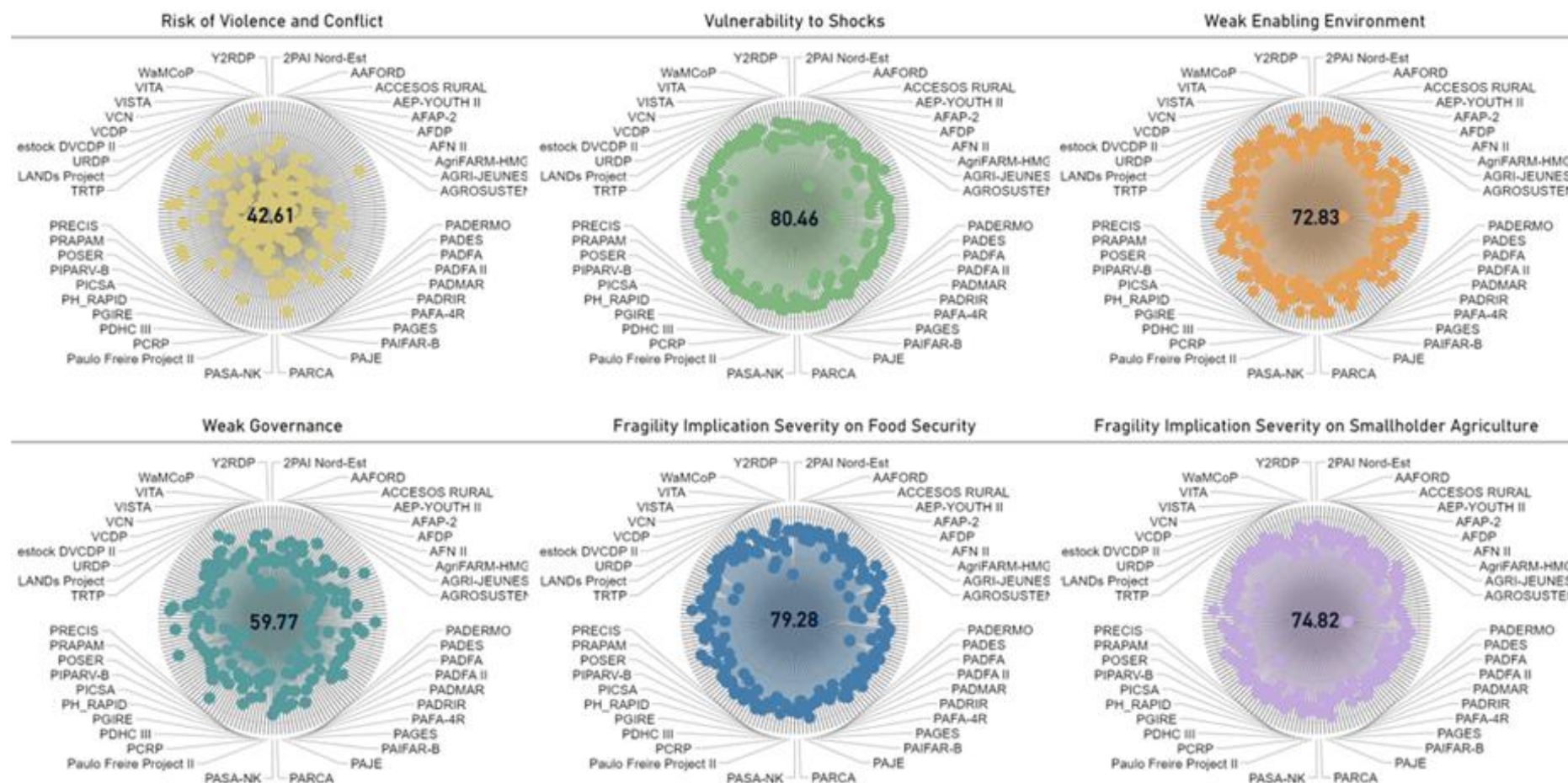
repensée en vue d'en déléguer l'exécution à une tierce partie. La FAO a été choisie comme partenaire clé en raison de sa forte présence opérationnelle, de son expertise en intervention d'urgence dans l'agriculture, des partenariats bien établis qu'elle entretenait avec des institutions nationales et de son modèle d'exécution décentralisé, autant d'avantages qui ont permis d'assurer sans délai la continuité des opérations malgré l'instabilité politique. Grâce à un don de 3 millions d'USD, l'initiative a atteint 16 500 ménages dans des zones à haut risque et vulnérables face aux changements climatiques, et les cibles fixées ont été dépassées; les femmes et les jeunes représentaient plus de la moitié des participants au projet. Ce partenariat a permis de préserver les moyens d'existence et de renforcer la résilience en assurant la transition entre riposte immédiate à la crise et rétablissement à plus long terme.

7. En République démocratique du Congo, le **Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu**, qui a été approuvé en 2015 et doit s'achever en 2026, est un programme de développement des filières soutenant environ 33 000 petits exploitants agricoles par l'intermédiaire d'organisations paysannes. Il est exécuté dans un environnement particulièrement difficile, caractérisé par un conflit, des épidémies, des catastrophes naturelles et une présence limitée de l'État. Son taux d'exécution s'est avéré faible: en 2025, 4 des 55 investissements prévus dans des infrastructures avaient été réalisés. Les principales difficultés rencontrées ont été les suivantes: une forte centralisation de la passation des marchés, à l'origine de retards, une dégradation de la situation de sécurité, source d'insuffisances en matière d'accès, et des perturbations dans les opérations. En 2025, le Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu a promu une approche décentralisée, prônant une exécution locale conduite par des organisations paysannes en lieu et place d'une passation des marchés centralisée. À l'appui de cette démarche, le FIDA a mis au point des processus fiduciaires adaptés: procédures de passation des marchés simplifiées, adaptées aux acteurs locaux, et adoption de processus souples, adaptés aux situations de fragilité. Ces mesures ont été appuyées par des investissements dans les capacités des comités de passation des marchés dans les organisations paysannes et par la meilleure transparence permise par le Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets (IFAD OPEN). Les organisations paysannes ont joué un rôle central dans les opérations, notamment dans la sélection des prestataires, le suivi des travaux, la coordination des parties prenantes et les tâches courantes de communication. Leur proximité avec les communautés a permis la poursuite des opérations malgré l'insécurité. La transition opérée a rapidement donné lieu à des améliorations substantielles: en mai 2026, 36 investissements dans des infrastructures avaient été menés à bien et 15 étaient en cours de réalisation. Dans les situations de fragilité, soutenir des approches adaptatives de passation des marchés et autonomiser les acteurs locaux peut nettement améliorer l'exécution des projets tout en renforçant la résilience, l'appropriation et la viabilité.

Documents de référence

- [Updated approach to IFAD engagement in fragile situations](#)
- Remédier aux facteurs de fragilité par des interventions ciblées sur les moyens d'existence ruraux: réflexion sur le rôle du FIDA ([EB 2023/138/R.2](#))
- [Crisis Response Initiative: From crisis to recovery: results, implementation and lessons learned \(2022-2025\)](#). Vue d'ensemble des rapports au Conseil d'administration publiés
- Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale – Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise ([EB 2022/135/R.39](#))
- Informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA ([EB 2023/OR/3](#))
- Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (deuxième rapport) ([EB 2024/OR/12](#))
- Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (troisième rapport) ([EB 2025/OR/29](#))

Fragility situations scores: by fragility components and fragility implications



Note: Acronyms refer to individual projects, but not all 170 analysed projects appear in this graphic. Individual project data can only be seen in the dashboard developed for internal IFAD staff use.